

Inventer REDD+



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO







## *Inventer REDD +*

*par S.E. Joseph Kabila Kabange, Président de la République Démocratique du Congo*

*«En République Démocratique du Congo, la réduction des émissions liées à la déforestation et la dégradation des forêts s'est imposée comme un enjeu stratégique national. Avec 145 millions d'hectares de forêt, la République Démocratique du Congo est le deuxième pays tropical forestier et représente 10% des forêts tropicales mondiales. Parallèlement, le revenu annuel moyen de 150\$ pour les 70 millions de Congolais est un des plus faibles au monde. La REDD+ s'inscrit donc à la fois dans une problématique climatique et environnementale, mais aussi sociale et économique. En République Démocratique du Congo, le processus REDD+ poursuit ces deux objectifs indissociables d'atténuation des risques climatiques et de développement durable au profit de la population.*

*Aujourd'hui, il n'y a plus de débat sur l'intérêt pour la République Démocratique du Congo de positionner la REDD+ comme un levier structurant de sa stratégie de développement, ce dont témoigne l'affirmation de la question climatique comme pilier du prochain Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté.*

*Il s'agit d'un enjeu majeur aux niveaux local, national mais aussi international. Ne serait-ce que pour des questions de fuite, il ne peut y avoir de dispositif international REDD+ effi-*

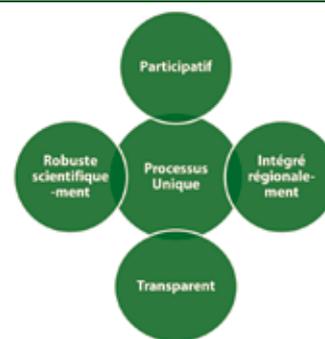
*cace à long terme sans la participation sans faille de la République Démocratique du Congo. Nous sommes prêts à prendre nos responsabilités, et comme cette brochure le présente, la République Démocratique du Congo démontre un tel engagement jour après jour. Désormais, alors que le soutien de la communauté internationale dans la phase de préparation doit être salué, il doit aussi être approfondi.*

*Si la République Démocratique du Congo s'impose aujourd'hui comme un leader international en matière de REDD+, elle le doit à sa vision et son leadership, à sa mobilisation, et à la confiance accordée par ses partenaires internationaux. Mais cette relation doit se renforcer et s'accélérer. Tous les jours, en République Démocratique du Congo, nous inventons la REDD+. La réalité, l'efficacité, le succès même de la REDD+ se construira sur le terrain, dans les pays. La République Démocratique du Congo offre un contexte d'inspiration et d'expérimentation unique au monde pour bâtir un modèle REDD+ d'excellence, réellement transformateur et délivrant des résultats concrets et durables en matière de lutte contre le changement climatique et de développement socio-économique. Saisissons cette opportunité de réussir ensemble l'aventure REDD+ en République Démocratique du Congo au service de la coopération internationale et du développement.»*

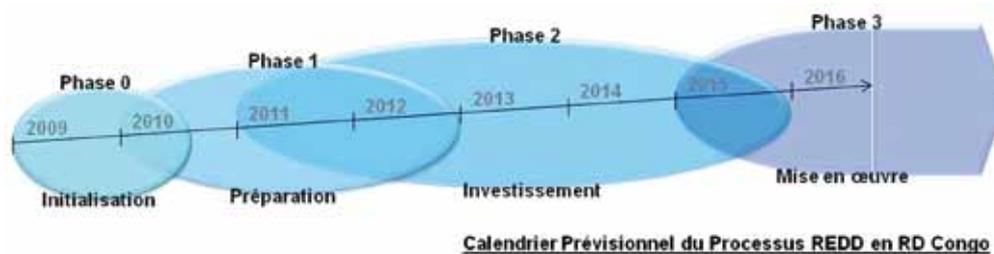


## Le processus REDD+ en RDC

Le processus REDD+ en RDC repose sur cinq principes fondateurs, élaborés en concertation avec les partenaires nationaux et internationaux à l'occasion de la première mission conjointe en janvier 2009, et portés par l'Etat congolais. Ces cinq principes fondent « l'esprit » de la démarche qui irrigue l'ensemble des chantiers de la REDD+ au niveau national et dans ses déclinaisons locales.

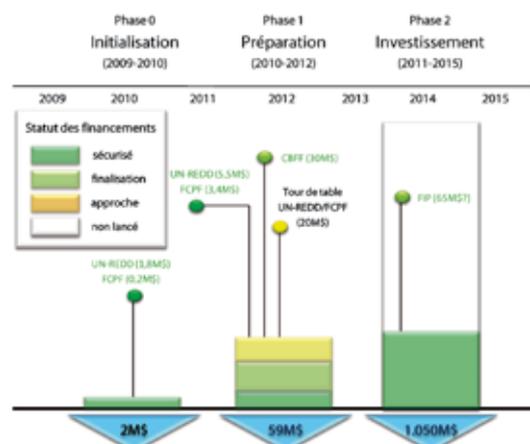


La RDC a achevé la phase d'initialisation avec la signature du décret instaurant le dispositif institutionnel pour la préparation du pays à la REDD+ (novembre 2009), la rédaction du R-PP et sa considération par les partenaires nationaux et internationaux (mars 2010). La RDC est désormais en phase de préparation à la REDD (2010-2012), et se prépare à engager la phase d'investissement (2011-2015).



A ce jour, le processus REDD+ en RDC s'organise autour de quatre composantes. Les trois premières composantes couvrent les chantiers de la phase de préparation, alors que la 4ème engage la phase d'investissement.

Les besoins de financement pour la phase de préparation sont évalués à environ 60M\$. Ils correspondent au Plan de Préparation (R-PP) qui couvre les composantes 1 et 2 du processus, pour 23M\$, auxquelles s'ajoutent l'appui aux dynamiques provinciales et au processus de construction participative de la stratégie nationale - environ 6M\$ - et l'investissement de départ dans les projets pilotes de la composante 3 - environ 30M\$. Enfin, la phase d'investissement devrait mobiliser environ 1 milliard de dollars sur cinq ans pour construire les conditions habilitantes transversales, lancer les premiers programmes sectoriels et atteindre les premiers résultats mesurables en termes de réduction d'émission et de développement.



## Un partenariat international performant

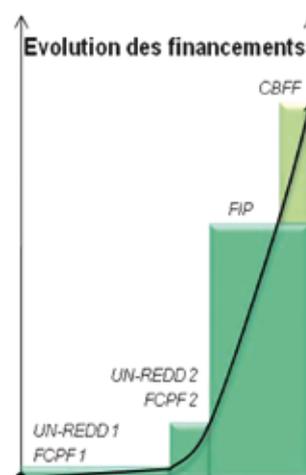
En janvier 2009, la première mission conjointe entre le Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme (MECNT) et les programmes ONU-REDD et FCPF a permis de lancer le processus national REDD+ dans un esprit de partenariat renforcé. Au-delà du MECNT, des agences des Nations-Unies et de la Banque Mondiale, de nombreux partenaires internationaux – coopérations bilatérales, ONG, institutions multilatérales – s'associent aux missions conjointes régulières, à l'élaboration, au financement et à l'exécution du processus sous le leadership national.

L'expérience congolaise suggère que deux conditions sont essentielles au niveau national pour associer l'ensemble des partenaires internationaux au profit du pays :

- Le leadership et l'appropriation du processus au niveau national : La RDC a instauré une Coordination Nationale et une feuille de route unique, des plans d'action coordonnés, un budget consolidé. Progressivement, les activités financées sont validées par la partie nationale, et exécutées suivant des termes de référence construits de manière concertée, et sont soumises au pilotage et à l'évaluation des instances REDD+ nationales.
- Les capacités nationales : La RDC se dote des moyens d'organiser une telle dynamique. Par exemple, la Coordination Nationale REDD mobilise une vingtaine de professionnels nationaux et internationaux. Elle appuie l'inscription de l'agenda REDD+ dans tous les Ministères, organise des ateliers de formation à l'image de l'Université Internationale de la REDD en août 2010, prépare les chantiers de renforcement de capacités à tous les niveaux...

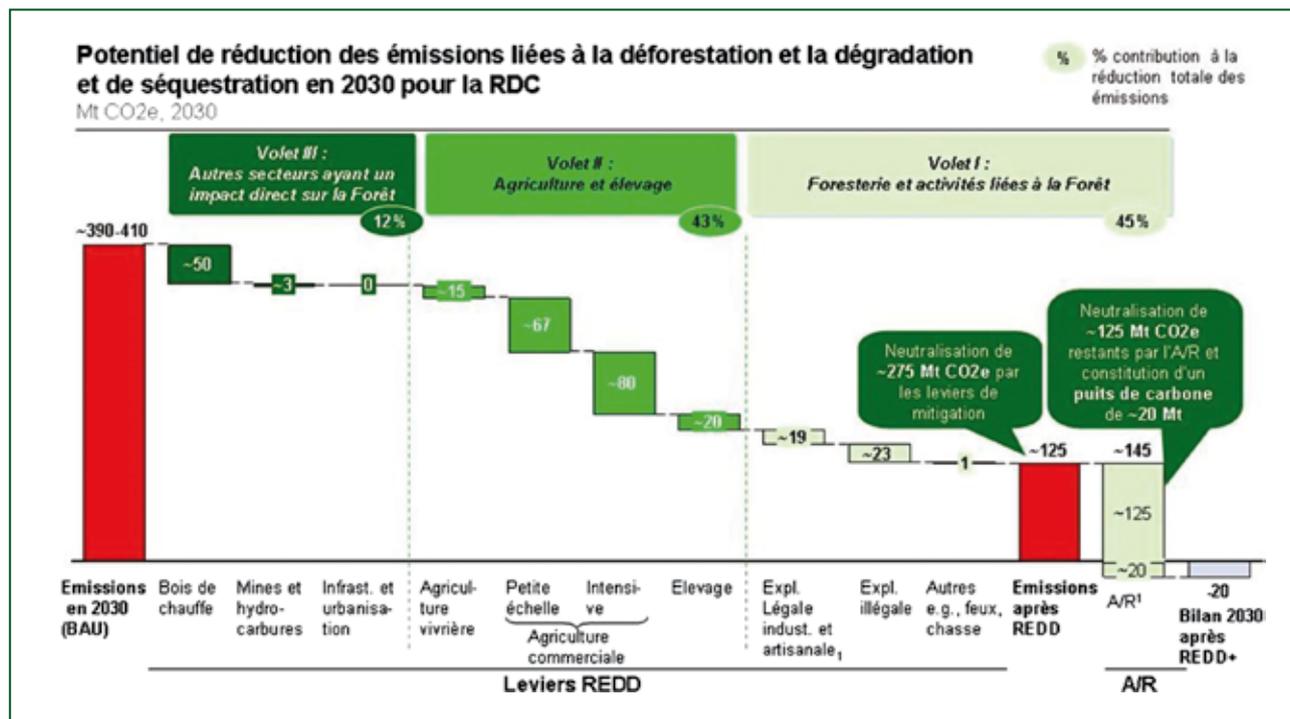
Au niveau international, des efforts de coordination et d'écoute sont aussi indispensables. L'excellence REDD+ passe par l'engagement opérationnel des partenaires techniques et financiers internationaux à travailler au service et en réponse aux orientations décidées par la partie nationale. En RDC, cette coordination se construit, et une revue exhaustive des programmes des partenaires est en cours pour dresser une cartographie complète des initiatives pertinentes pour le processus REDD+. Cette revue s'inscrit dans le cadre d'un tour de table des bailleurs pour compléter le budget de la phase de préparation.

Les programmes multilatéraux (ONU-REDD, FCPF, FIP, CBFF...) jouent un rôle incubateur et catalyseur indispensable pour lancer le processus national et instaurer un cadre de dialogue constructif entre la RDC et les partenaires internationaux. Ils appuient des composantes et des phases distinctes du processus REDD+ en RDC, et appuient le développement des outils pour une coordination approfondie avec les partenaires bilatéraux invités à s'engager en RDC pour la phase d'investissement.



	Phase 0 Initialisation (2009-2010)	Phase 1 Préparation (2010-2012)	Phase 2 Investissement (2011-2015)
<b>Composante 1:</b> coordination nationale, pilotage d'ensemble, IEC, consultations et mobilisation, ancrage communautaire	UN-REDD FCPF 1,5M\$	UN-REDD FCPF bilatéral 12M\$	bilatéral 10M\$
<b>Composante 2:</b> construction de la stratégie nationale et outillage technique, réglementaire et institutionnel	UN-REDD FCPF 0,5M\$	UN-REDD FCPF bilatéral 17M\$	bilatéral 10M\$
<b>Composante 3:</b> élaboration et mise en œuvre d'un programme d'expérimentations	-	CBFF 30M\$	CBFF bilatéral 30M\$
<b>Composante 4:</b> élaboration et mise en œuvre du déploiement anticipé de la stratégie REDD	-	-	FIP bilatéral 1.000M\$

## Le potentiel transformationnel de la REDD+ en RDC



La dernière COP de la Convention sur la Diversité Biologique de Nagoya a réaffirmé les convictions déjà soulignées par l'Évaluation des Écosystèmes pour le Millénaire, et notamment l'idée que nos systèmes économiques, financiers et comptables sous-estiment et condamnent le capital et les services socio-environnementaux dans les arbitrages économiques et politiques. Le développement durable de la RDC passe par l'évolution de la relation à l'environnement et au capital humain.

La REDD+ est une opportunité historique d'engager cette transformation vers un système où la forêt aura plus de valeur debout qu'abattue, au profit de la population congolaise.

En novembre 2009, une étude préliminaire basée sur des projections de déforestation et dégradation conservatrices estimait le potentiel REDD+ de la RDC à horizon 2030 à plus de 400 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> par an (source : Mc Kinsey). Comparée à un PIB d'environ 10 milliards de dollars, la REDD+ représente un potentiel financier et économique exceptionnel à l'échelle du pays.

Pour saisir ce potentiel, la RDC doit délivrer des résultats tangibles en matière de REDD+. La stratégie REDD+ de la RDC sera construite à cet effet à travers un processus participatif et scientifiquement robuste d'ici à décembre 2012. Il s'agira par exemple d'étudier toutes les options REDD+ et de valoriser d'une part les effets mesurables en termes de réduction d'émission, et d'autre part les co-bénéfices économiques, sociaux et environnementaux. La priorisation, l'organisation des options REDD+ et au final la consolidation de la stratégie s'appuieront donc sur un exercice innovant visant à faire des arbitrages en « intégrant les externalités » multiples, par exemple dans les domaines agricoles, miniers, en matière d'infrastructures etc. Cette démarche instaurera un nouveau regard sur les décisions politiques et techniques du pays, et initiera une transformation profonde de l'économie forestière et globale.

D'ores-et-déjà, la RDC approche la REDD+ de manière systémique. Pour gagner le défi REDD+, la RDC est consciente des transformations à engager, à la fois dans des secteurs présentant une menace directe pour la forêt - agriculture, énergie, foresterie... - mais aussi sur des problématiques transversales et habilitantes - foncier, aménagement du territoire, gouvernance, climat des affaires...



## *La REDD+ au cœur de la stratégie nationale développement*



Par ailleurs, la stratégie REDD+ ne peut se réduire à une construction programmatique. Elle doit s'appuyer sur une analyse sans complaisance des faiblesses et des lacunes de la RDC, et s'imposer comme un instrument catalytique des orientations politiques structurelles de la RDC, par exemple sur des questions de consolidation de la paix, de renforcement de la souveraineté et de l'état de droit, de décentralisation et naturellement de développement humain.

La REDD+ doit être une réponse pragmatique, ancrée dans la réalité des congolais et des congolaises, au service d'une vision stratégique de la transformation du pays. Le travail a déjà commencé.

Depuis juin 2010, le Ministère du Plan a engagé le processus d'élaboration de la seconde Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté avec l'appui du PNUD. La Coordination Nationale REDD a été étroitement impliquée dans ce processus de réflexion stratégique et de planification sectorielle au sein de tous les Ministères.

Au final, le changement climatique a été érigé en pilier majeur du prochain document de stratégie DSCR. Une

campagne de sensibilisation a permis d'initier les hauts cadres de chaque Ministère aux enjeux environnementaux, climatiques et REDD, et une revue systématique de tous les programmes des Ministères a permis d'identifier



les passerelles avec le processus REDD+, les synergies à exploiter et les programmes à prioriser et coordonner afin d'avancer ensemble, avec un front interministériel uni, dans le sens des objectifs de la REDD+.

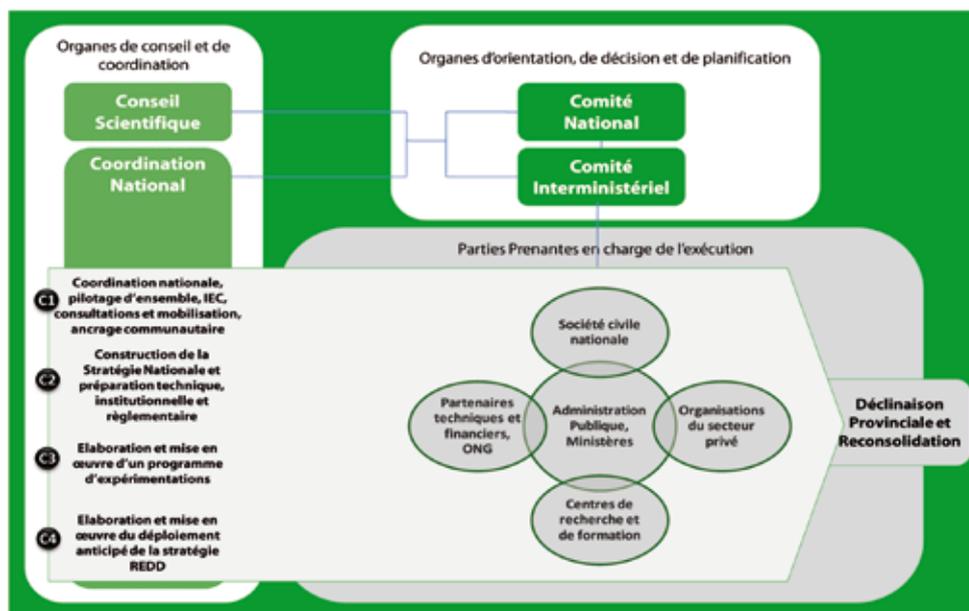


## Evolution du processus national



Le processus national avance à un rythme accéléré, sous l'impulsion d'un fort engagement politique et de la large mobilisation des partenaires nationaux du privé, de la sphère académique et particulièrement de la société civile en forte attente pour l'environnement, les communautés locales et les peuples autochtones. L'appui

financier et technique de la communauté internationale permet de poursuivre les travaux à un rythme soutenu, en phase avec le plan de préparation à la REDD - R-PP - salué internationalement et remarqué pour son haut niveau d'ambition.



La RDC maintient le cap et poursuit son processus de préparation, en s'appuyant progressivement sur le dispositif institutionnel créé par décret du Premier Ministre le 26 novembre 2009. Ce dispositif deviendra le « cœur » du processus. Il rythmera les orientations, les décisions, la planification, la coordination et le pilotage du processus, tout en assurant l'impulsion et l'accompagnement des dynamiques portées par toutes les parties prenantes.



## *Engager toutes les énergies congolaises*



Le plan de préparation à la REDD+ (R-PP) insiste sur la dimension multipartite du processus national. Devant l'ampleur de la tâche, au regard de l'immensité du territoire et de la diversité des contextes et cultures, le succès de la REDD+ passe par la responsabilisation indispensable de toutes les forces en présence : du niveau local au niveau national, des pouvoirs publics au secteur privé en passant par la sphère académique et la société privée. La future stratégie REDD+ devra s'appuyer sur les entrepreneurs, les chercheurs, les bâtisseurs de tous horizons.

La Coordination Nationale REDD s'est dotée d'un Plan IEC+ 2012 – information, éducation, communication et consultations. De nombreuses activités ont déjà été réalisées, à l'image des ateliers d'information à Kinshasa et en province, des interventions dans les médias, dans les Universités, des ateliers de formation des journalistes etc. De même, différents outils de dissémination sont en cours de production, des saynètes, des reportages, une chanson, un film, une bande dessinée...

Entre 2011 et 2012, une grande campagne nationale permettra d'organiser des semaines de sensibilisation et de formation dans chacun des 144 territoires nationaux, et d'instaurer des réseaux de points focaux au niveau local. De nombreuses initiatives sont en préparation pour engager et pérenniser la mobilisation de toutes les énergies congolaises, notamment en direction des réseaux de radios communautaires, du programme éducatif national, des entrepreneurs, des gestionnaires, des parlementaires, des chercheurs...

Enfin, l'engagement se construit aussi au quotidien. A travers toutes ses activités, la Coordination Nationale REDD dialogue invite les parties prenantes à s'approprier le processus national, en participant aux groupes de travail, aux missions d'études, aux séminaires de formation ou de négociation internationaux.

### **La REDD, catalyseur de la décentralisation**

En RDC, le processus de décentralisation engagé par la nouvelle Constitution de 2006 tarde à se mettre en œuvre. Les blocages et contraintes sont nombreux, mais l'enjeu politique et économique est de taille. La REDD+ s'inscrit dans cette dynamique en cours et contribue à l'intensifier. Progressivement, toutes les provinces seront dotées d'une Coordination REDD+ qui animera les processus provinciaux et locaux, en vue notamment de faire émerger des dynamiques locales autour des acteurs clés. A travers les projets pilotes et les programmes anticipés, à travers les efforts de sensibilisation et de formation, les provinces sont amenées à porter directement une part croissante du processus REDD+. Ainsi, des groupes de travail informels sont déjà à l'œuvre dans de nombreuses provinces pour travailler sur des initiatives, mener des campagnes d'information ou encore réfléchir à la stratégie REDD+ provinciale comme en Province Orientale, au Nord-Kivu, au Maniema...

## La société civile et la REDD+

La société civile congolaise s'est rapidement appropriée la question de la REDD+ et travaille étroitement, depuis le début du processus, avec le MECNT et la Coordination Nationale. Ses domaines d'implication sont nombreux, notamment dans la sensibilisation et la formation, la consultation et le plaidoyer, dans la préparation des outils de la REDD+ comme l'Analyse Stratégie Environnementale et Sociale, l'étude des causes et agents de la déforestation et dégradation...

Mais la REDD+ est aussi un vecteur de transformation au niveau de la société civile elle-même. Les débats actuels autour de la création d'une ou de plusieurs mouvances officiellement reconnues et partenaires du MECNT constitue un facteur d'émulation. Plus de représentativité, plus de transparence et de participation dans la gestion, un ancrage local renforcé : la REDD+ encourage les organisations de la société civile nationale à améliorer leurs pratiques et leurs compétences pour jouer pleinement leur rôle indispensable au service des populations et de l'environnement. A l'origine essentiellement issue de la sphère environnementale ou associée à la question autochtone, une plate-forme de la société civile émerge et intègre progressivement de multiples domaines complémentaires, par exemple dans les médias, la lutte contre la pauvreté et les droits de l'homme, les confessions religieuses...

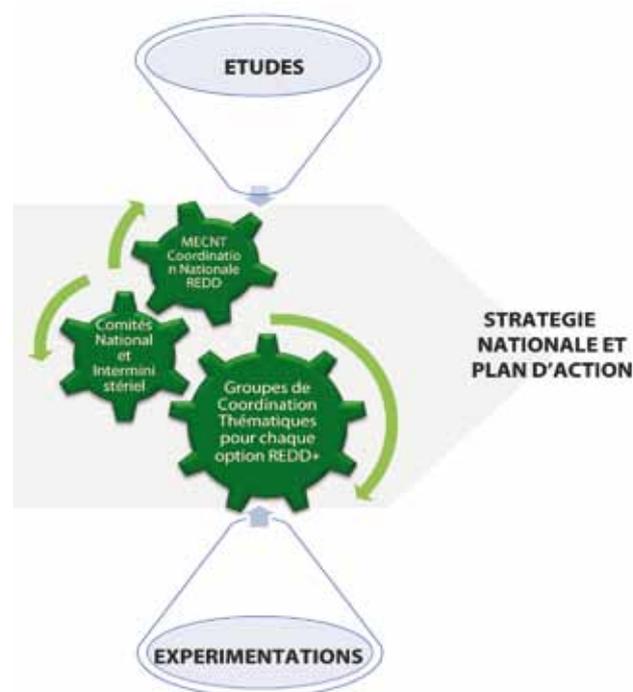


## Construire ensemble la stratégie nationale

La stratégie nationale constituera la colonne vertébrale du futur dispositif REDD+ en RDC. Elle fixe le cap, et doit être déclinée de manière opérationnelle en plans d'actions sectoriels qui seront mis en œuvre par les différents ministères et parties prenantes.

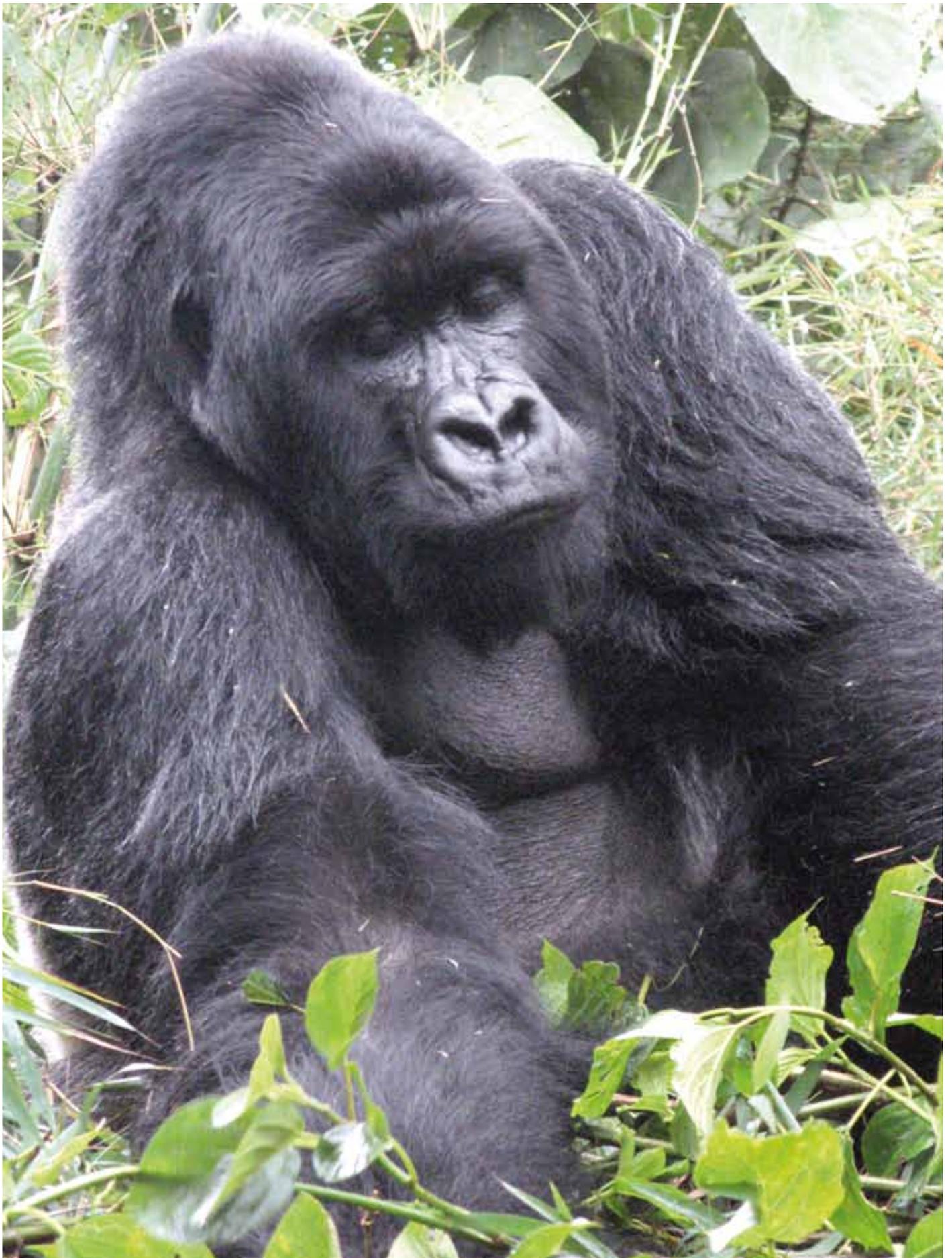
En RDC, ce processus de construction stratégique s'étale sur trois ans, jusqu'en décembre 2012, alimenté par de nombreuses études et les enseignements issus de l'expérimentation. La construction de la stratégie doit être autant un processus technique que politique, alliant l'analyse du contexte et des options, à l'opportunité de mobiliser toutes les parties prenantes, de capitaliser sur leur créativité et leur potentiel respectif, et de faire émerger une véritable dynamique participative et collective.

Clé de voûte du dispositif : les groupes de coordination thématique. Pour chaque option de la REDD+, un groupe de travail dirigé par la direction publique et facilité par la Coordination Nationale REDD rassemblera les principaux partenaires pertinents autour d'un objectif central : démontrer, évaluer et qualifier la contribution de chaque option à la future stratégie REDD+. En novembre 2010, un atelier national a permis d'identifier toutes les options et de constituer les groupes de coordination. Résultats attendus : un ensemble de propositions stratégiques sectorielles élaborées de manière participative, transparente, coordonnée et rigoureuse.



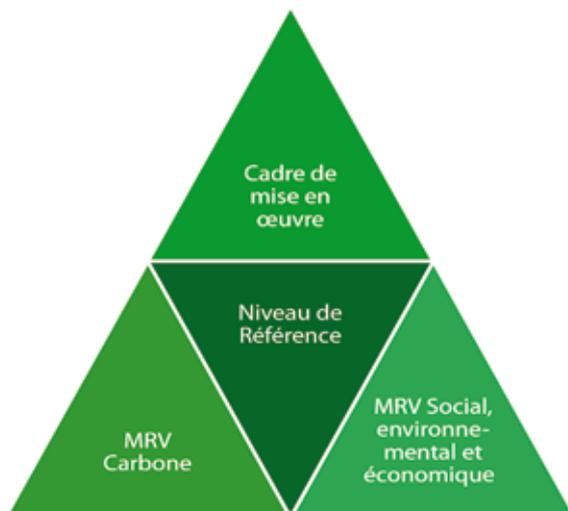
**Illustration :** le Groupe de Coordination Thématique « conservation » est dirigé par l'Institut Congolais de Conservation de la Nature – ICCN – et réunit la société civile nationale et des partenaires techniques et financiers internationaux – WWF, Conservation Internationale, GTZ... En janvier 2011, le groupe de travail facilité par la Coordination Nationale présentera son plan de travail en coordonnant et capitalisant sur les contributions de chaque partie prenante. Verdict attendu le 30 juin 2012, avec une note argumentant du rôle des aires protégées dans la futures stratégies REDD+ : quels besoins pour quels résultats carbone et autres cobénéfices, où, comment, avec qui ? Les pouvoirs publics pourront alors arbitrer sur la base d'argumentaires techniques robustes, et en s'appuyant sur des partenaires prêts pour la mise en œuvre.





## Préparer un dispositif technique complet pour la REDD

Pour sa mise en œuvre, la stratégie nationale REDD+ doit s'appuyer sur quatre instruments indispensables.



### 1. Cadre de mise en œuvre

Le cadre de mise en œuvre constitue le dispositif légal et institutionnel propre à permettre la mise en œuvre de la stratégie REDD+. A ce stade, le processus REDD+ s'appuie sur le décret du 26 novembre 2009 qui institue les organes de décision (Comité National), de planification (Comité Interministériel) et de coordination (Coordination Nationale). Ce dispositif vise à porter le processus REDD+ pendant la phase de préparation, mais il pose déjà les fondements du futur système institutionnel pérenne et notamment ses principes généraux : participation et transparence, responsabilité, capacités, transversalité et approche systémique etc. Le processus REDD+ s'inscrit par ailleurs dans un contexte de réformes déjà en cours, en contribuant par exemple à finaliser des textes d'application du code forestier, y

compris sur des questions d'importance pour la REDD+ comme le statut des forêts de communautés locales. La loi cadre sur l'environnement est aussi en cours d'étude en commission paritaire au Parlement et devrait permettre des avancées notables, par exemple via la création d'une Agence Nationale de l'Environnement. Enfin, des travaux plus spécifiques sont aussi engagés, notamment sur la création d'un Fonds National REDD+ ou encore sur la procédure d'homologation et d'enregistrement des projets de carbone forestier, qui prépareront la voie à un dispositif formel, transparent et équitable de partage des revenus issus de la REDD+.

### 2. MRV social, environnemental et économique

La mise en œuvre de la stratégie nationale REDD+ devra s'appuyer sur un dispositif de pilotage complet, visant d'une part la sécurisation des risques associés à la REDD+, et d'autre part la maximisation des co-bénéfices du processus. Ce système de gestion s'appuiera sur la collecte, l'organisation, la diffusion et l'analyse de données labellisées et vérifiables. Il permettra d'évaluer la performance des décisions politiques et des activités financées, et d'optimiser le déploiement de la stratégie de manière itérative. Un Comité de Suivi a été instauré pour superviser l'ensemble de ce chantier. Il est dirigé par le MECNT, et réunit plusieurs directions pertinentes ainsi que la société civile, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers (Banque Mondiale, PNUD, PNUE...). Il a déjà préparé et finalisé les termes de référence pour l'analyse stratégique environnementale et sociale qui sera lancée début 2011, et un travail conjoint avec la société civile congolaise prépare les standards préliminaires en matières sociale, environnementale et de gouvernance.





### 3. MRV carbone

Avec l'appui de la FAO, la RDC s'est engagée dans la mise en place d'un dispositif de MRV carbone ambitieux, conforme aux exigences du GIEC en matière de REDD+. De nombreux partenaires ont manifesté leur intérêt pour accompagner ce chantier hautement technique, notamment en provenance du Japon, du Brésil, de la France ou encore des Etats-Unis.

Le MECNT finalise actuellement son plan de déploiement opérationnel et engage des concertations en vue d'assurer la contribution de tous à un projet coordonné, et l'efficacité des financements engagés. Le MRV carbone reposera sur trois composantes : le système de surveillance des terres par satellite, l'inventaire forestier national et l'inventaire des gaz à effet de serre. Les formations et les premiers achats de matériel ont déjà été lancés. Au-delà du système national, un ensemble d'initiatives sur le terrain, coordonnées, visent à développer les capacités du pays à différentes échelles, et à tester et faciliter in fine l'harmonisation entre les approches MRV en appui aux initiatives provinciales ou locales d'une part, et le dispositif national de référence auprès de la CCNUCC d'autre part.

### 4. Niveau de référence

La détermination du niveau de référence des émissions liées à la déforestation et la dégradation forestière en RDC est critique. En effet, la simple projection des taux de déforestation historique est parfaitement inappropriée dans le cas congolais. Après des années de guerre et d'instabilité, emprisonnée dans une spirale de désstructuration socioéconomique, la RDC retrouve désormais la voix de la stabilité politique et de la croissance, et aspire légitimement à exploiter son riche potentiel naturel pour servir le développement économique et social d'une population parmi les plus pauvres au monde. En

RDC, la REDD+ offre une opportunité unique d'engager un pays continent vers un modèle de développement innovant, performant et réellement durable. Devant les menaces qu'un schéma de développement classique ferait peser sur la forêt et ses populations locales, l'ampleur du facteur d'ajustement au développement applicable au scénario de référence des émissions en RDC doit être justement évaluée. De multiples initiatives sont en cours pour collecter, organiser puis analyser l'information nécessaire, en lien avec le chantier sur le MRV social, environnemental et économique. Par exemple, une composante REDD+ a été spécifiquement développée dans le cadre d'un sondage national des ménages qui sera déployé en 2011. Les travaux approfondis de consolidation devraient donner des premières orientations en 2011.





## Expérimenter la REDD sur le terrain

Expérimenter la REDD+ sur le terrain est une étape obligatoire pour la crédibilité du processus de préparation nationale. En RDC, le programme d'expérimentation poursuit trois objectifs clés :

- ♦ engager les partenaires et libérer l'initiative locale;
- ♦ challenger et opérationnaliser la planification stratégique;
- ♦ instaurer les bases pratiques de la coordination et du pilotage.

Trois chantiers permettent de couvrir conjointement ces principaux enjeux.

### 1. Harmoniser, coordonner et évaluer les initiatives et projets pilotes

De multiples expériences utiles pour le processus REDD+ se préparent ou se déroulent déjà actuellement en RDC. Il s'agit de différencier d'une part les initiatives qui contribuent à comprendre et tester des activités qui peuvent directement ou indirectement lutter contre la déforestation et la dégradation forestière - par exemple un projet de micro-finance en zone rurale, de zonage participatif, de filière de produits forestiers non ligneux - et d'autre part les projets REDD+ qui incluent un module spécifique d'évaluation des impacts carbone des activités engagées. Aussi, les initiatives et projets peuvent être soit sectoriels, en explorant généralement une option REDD+ adressant une cause directe de déforestation et dégradation, soit habilitants lorsqu'ils adressent des facteurs sous-jacents -sécurisation foncière, application de la loi et gouvernance...

En RDC, la Coordination Nationale REDD mène une revue systématique des initiatives de tous ses partenaires afin de dresser une cartographie des activités en cours, des financements engagés, de conseiller et d'orienter les porteurs de projet, de les coordonner, et enfin de construire un dialogue pour faciliter l'apprentissage.

### 2. Expérimenter une approche intégrée de la REDD+ à l'échelle locale

Le MECNT a pris l'initiative d'élaborer des projets pilotes qui visent à tester une véritable stratégie REDD+ intégrée à petite échelle. En partant des facteurs directs et sous-jacents de la déforestation et de la dégradation forestière dans une zone ciblée, le MECNT et ses partenaires ont élaboré un programme complet pour tester les différentes options d'une stratégie REDD+ et les multiples conditions de leur mise en œuvre, légales, organisationnelles, financières ou encore humaines. Au regard de la complexité et de la diversité des problématiques et circonstances en RDC, et considérant les multiples domaines transversaux qu'une stratégie REDD+ crédible se doit d'intégrer, le pays a construit sept projets pilotes complémentaires pour couvrir le champ d'expérimentation nécessaire à l'élaboration d'une stratégie nationale complète, ambitieuse et opérationnelle. Il s'appuie sur des partenaires de mise en œuvre hétérogènes, avec des porteurs de projet issus du secteur privé, de la société civile nationale et des ONG internationales. En novembre 2010, six projets ont reçu l'accord de financement du Fonds pour les Forêts du Bassin du Congo pour un montant total de 22,5 M\$.





### 3. Instaurer et tester un cadre de mise en œuvre intérimaire

Ces travaux de conception, d'accompagnement, de coordination et d'évaluation requièrent un dispositif robuste et outillé. Deux instruments sont actuellement développés en ce sens : le registre et la procédure d'homologation.

Le Registre des Projets et Initiatives REDD+ de la RDC donnera une visibilité à la communauté nationale et internationale sur les activités REDD+ au travers d'une interface en libre accès sur internet - observatoire-comifac.net. Le MECNT assurera la gestion du système. Les porteurs de projet notifieront eux-mêmes les informations de base et les données actualisées de leurs activités suivant des formulaires préétablis. Ces informations seront ensuite validées à trois niveaux : tout d'abord par le MECNT à travers des missions de suivi et évaluation; ensuite par des vérificateurs indépendants; en enfin par la société civile au travers d'outils de validation participatifs tels le système Moabi proposé par le WWF - rdc.moabi.org. Le registre sera aussi doté d'une interface de visualisation, et d'un outil de consolidation et d'analyse, qui permettra par exemple de :

- Dresser périodiquement la situation des investissements REDD+ en RDC - montants investis, volume de crédits générés/échangés, prix de vente, etc.
- Analyser la structure financière des projets - coûts de mise en œuvre, coûts d'opération, rentabilité etc.

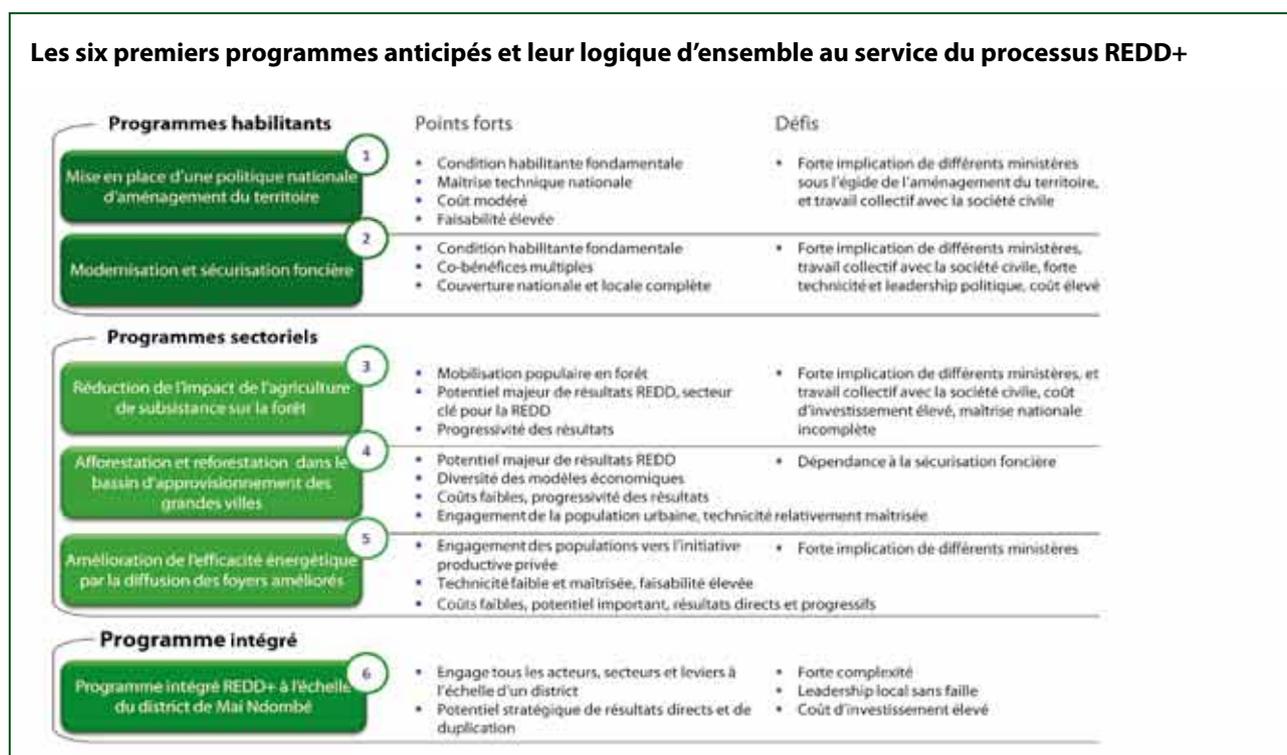
- Faire le suivi des impacts socio-économiques et environnementaux des projets - réduisent-ils la pauvreté, entraînent-ils la diversification économique, génèrent-ils des co-bénéfices pour la biodiversité, les services hydriques? ...
- Faire un lien avec le MRV carbone et permettre la comparabilité des niveaux de référence à diverses échelles national/provincial/projet.

Ce registre s'appuiera sur un processus d'homologation en cours de formalisation. Ce processus vise à assurer la transparence, l'équité, le respect de la souveraineté nationale et des droits des congolais, et la cohérence autour de tous les projets et programmes REDD+ amenés à commercialiser des crédits carbonés en RDC. Ce cadre de mise en œuvre intérimaire encouragera et sécurisera les porteurs de projet pionniers, tout en garantissant la coordination nationale et le respect des principes du processus REDD+ national à l'image des standards sociaux et environnementaux.

A travers ces mécanismes, l'Etat congolais se dote ainsi des moyens de garantir une gestion transparente et équitable des financements REDD+, d'éviter les doubles comptages, de tracer et de sécuriser les financements internationaux, de garantir la validité et la permanence des unités de réduction d'émissions, de disposer d'informations clés pour affiner sa stratégie nationale, de faciliter la connexion entre porteurs de projets et investisseurs ou bailleurs...



## Entrer dans la phase d'investissement avec les premiers programmes REDD+



Jusqu'en 2012, la RDC est donc résolument engagée dans une phase de préparation à la REDD+ qui l'amènera à élaborer sa stratégie nationale et son plan d'action associé, à construire les cadres et les outils de la mise en œuvre, à construire ses capacités et à mobiliser toutes ses forces vives dans le sens d'une transformation profonde du pays. Simultanément, la RDC s'engage dans la phase d'investissement à la REDD+. Au-delà de la pré-

paration, il s'agira à partir de 2011 de bâtir les conditions structurelles d'un déploiement opérationnel et à grande échelle de la REDD+, et d'engager les premiers programmes de transformation sectoriels.

L'entrée en phase d'investissement est critique. Elle doit permettre en effet de concrétiser l'engagement financier international et le processus de construction de la crédibilité nationale, de manière à bâtir une relation de confiance entre le pays et ses partenaires. Elle détermine en outre la capacité interne du pays à maintenir son intense investissement technique, organisationnel et politique dans la REDD+.

Pour avancer dans cette phase d'investissement, la RDC construit un ensemble de programmes nationaux structurants, complémentaires, lancés en anticipation de la future stratégie nationale REDD+.

Leur mise en œuvre s'appuie sur les outils développés par ailleurs dans le cadre de la préparation du pays à la REDD+, comme le Fonds National REDD+, le registre des flux financiers et des activités REDD+ et la procédure d'homologation des projets et initiatives...



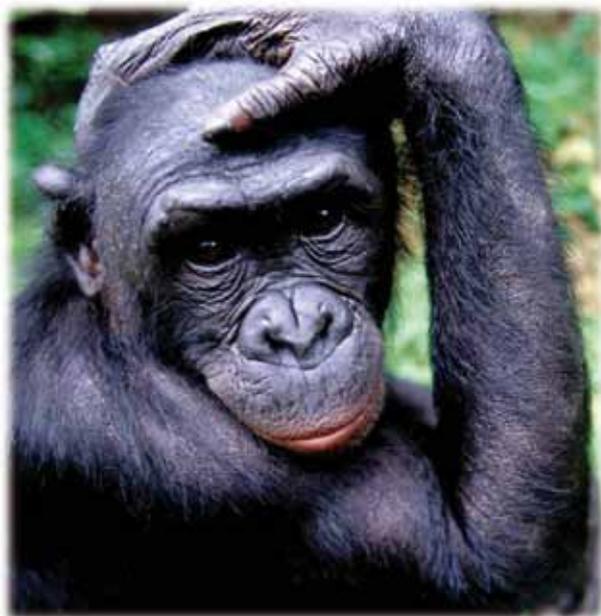


### **Illustration d'un chantier d'appui à la phase d'investissement et à la mise en œuvre des programmes REDD+ : vers la création d'un fonds national REDD+**

Un atelier réunissant la Présidence de la République, les administrations concernées (Banque Centrale, Ministères des finances, du budget, du plan, de l'environnement, de l'agriculture...), les partenaires techniques et financiers, la société civile et le secteur privé a permis, en octobre 2010, de définir les contours d'un futur mécanisme national pour gérer les financements de la REDD+. Ainsi, le futur Fonds National REDD+ sera indépendant et reposera sur un dispositif de gestion autonome, auditable et une structure décisionnelle participative. Le fonds sera au service de la stratégie nationale REDD+ et s'inscrira dans le système juridique et normatif en vigueur en RDC. Ce fonds garantira une gouvernance participative, une gestion fiduciaire efficiente et transparente, « MRVable », le prolongement du principe de paiement basé sur la performance dans le financement des programmes nationaux autant que l'acheminement des ressources sur le terrain... autant de gages de crédibilité auprès de la communauté internationale.

### **Illustration d'un effet de levier au service même du processus de préparation nationale : opérationnaliser la dynamique interministérielle et multisectorielle**

Les programmes amenés à engager la RDC dans la phase d'investissement à la REDD+ consacrent les principes d'interministérialité et d'approche systémique. Avec l'appui de la Coordination Nationale REDD, les différents ministères ont travaillé à l'élaboration de ces premiers programmes. Ainsi, les Ministres en charge des affaires foncières, de la décentralisation et de l'aménagement du territoire ou encore de l'agriculture portent directement leurs programmes REDD+ respectifs en collaboration avec le Ministre en charge de l'environnement. De plus, au sein de chaque programme, différents ministères sont amenés à travailler ensemble. Le programme REDD+ intégré de Mai Ndombe en est le parfait exemple : le programme actionnera les différents leviers sectoriels et habilitants pour adresser les causes de la déforestation et de la dégradation forestière : agriculture, foresterie, conservation, énergie, éducation et renforcement des capacités, renforcement social, zonage, gestion communautaire et aménagement du territoire, sécurisation foncière, renforcement de la loi... La mise en place d'une stratégie REDD+ intégrée à l'échelle d'un district de plus de 30.000 km<sup>2</sup> mobilisera toutes les parties prenantes.







## La RDC, un leader constructif au service du processus REDD+ international

L'engagement dans le processus REDD+ et les avancées réalisées depuis 2009 font aujourd'hui de la RDC un leader mondial en matière de REDD+. La diversité et complexité des défis structurels et opérationnels auxquels est confrontée la RDC en font un creuset d'expériences, de réflexions et d'innovations particulièrement utile pour les partenaires internationaux.

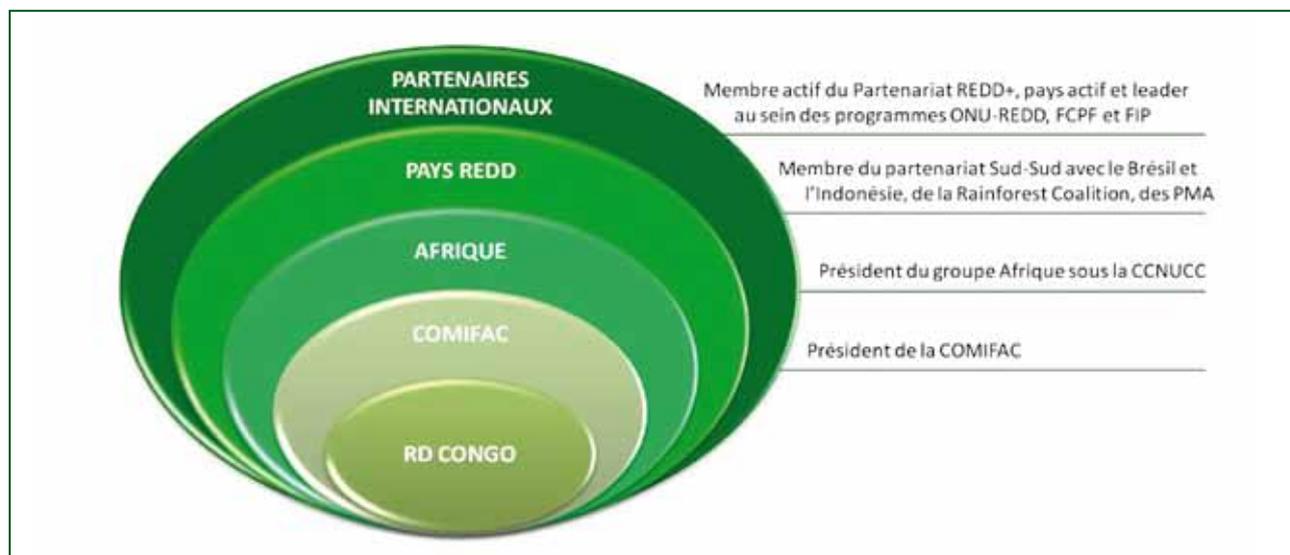
A tous les niveaux des relations internationales, la RDC adopte une démarche de dialogue et de transparence. Le pays partage ses expériences et inspire la coordination autour de programmes au niveau régional, avec ses partenaires de la COMIFAC. A l'autre bout, au niveau du partenariat REDD+ et de la Convention Cadre des Nations-Unies sur le Changement Climatique, la RDC joue aussi un rôle actif en enrichissant les débats sur la base de ses expériences, circonstances et opportunités nationales.

Un fort degré de collaboration et de coordination a été instauré avec les institutions internationales partenaires du processus REDD+ en RDC, particulièrement le programme ONU-REDD et les trois agences PNUD, FAO et PNUE ainsi que le programme FCPF de la Banque Mondiale, mais aussi avec le CBFF, le FIP, des partenaires techniques...

Cette relation privilégiée facilite la dissémination et le partage d'expérience. La RDC est régulièrement amenée à présider les comités de direction de ces orga-

nismes, et ceci comme signe évident du rôle prédominant et constructif que joue le pays pour faire avancer les débats techniques sur la REDD+. Parmi les contributions remarquables, la RDC se positionne en éclairer sur des questions comme :

- L'implication de la société civile, la transparence et l'inclusivité du processus national, la campagne de sensibilisation et de dialogue dans tous les territoires, l'Université de la REDD, les travaux pionniers sur le SESA et le MRV environnemental et social...
- Un processus de construction stratégique innovant, dans la durée, à travers les groupes de coordination thématique qui étudient toutes les options REDD+ de manière transparente, rigoureuse et participative.
- La coordination entre les institutions internationales, avec les programmes des partenaires bilatéraux et les politiques sectorielles des ministères, l'intégration dans la stratégie de développement national...
- L'approche nationale et les initiatives locales, le registre national des flux financiers REDD+ et des activités, le processus de décentralisation...
- La complexité économique et financière de la transformation REDD+, la réalité des coûts d'opportunité, de mise en œuvre et de transaction...
- L'exigence en matière de MRV carbone, l'évaluation de la dégradation...





## *La RDC, centre de créativité et d'excellence REDD+*

*Par José B. Endundo, Ministre de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme*

*«Si les objectifs de REDD+ sont globalement partagés, si les contours d'un futur dispositif international se dessinent, une question centrale et critique de REDD+ reste très largement à adresser : Comment réussir REDD+ ? Comment inventer, financer et déployer des stratégies crédibles, opérationnelles et efficaces pour réellement transformer la trajectoire de déforestation et de dégradation des forêts ?»*

*La République Démocratique du Congo est décidée à répondre à cette question dans une logique d'excellence. Le champ des contraintes et des opportunités pour réussir REDD+ en République Démocratique du Congo est immense. Parce que nous partageons la même philosophie, les mêmes convictions, parce que nous craignons les mêmes risques, notamment sur les populations vulnérables et le développement du pays à long terme, parce que nous comprenons les mêmes opportunités pour réduire le réchauffement climatique mais aussi pour améliorer la vie des populations ou protéger la biodiversité, nous, République Démocratique du Congo et communauté internationale, travaillons ensemble depuis 2009 pour mettre en œuvre le processus national REDD+. Avec les agences des Nations-Unies associées au programme ONU-REDD (PNUD, FAO, PNUE), avec la Banque Mondiale (FCPF, FIP), avec l'impulsion de la Norvège et de nombreux partenaires techniques et financiers internationaux, la République Démocratique du Congo est peut-être un cas unique au monde d'intégration et de collaboration dans le domaine de REDD+.*

*Sous le leadership personnel de Son Excellence, Monsieur le Président de la République Joseph Kabila Kabange, nous avons mis en place un processus unique, avec sa propre feuille de route intégrée, une coordination à forte capacité qui*

*irrigue tous les Ministères et mobilise l'ensemble des parties prenantes de tous les secteurs dans un sens partagé et cohérent. Les structures sont en place. Les compétences se renforcent. Les chantiers démarrent. Certes, les défis sont multiples et la route est encore longue, mais la dynamique est lancée dans une démarche ambitieuse, crédible et fondée sur des principes partagés : transparence, participation, inclusion, responsabilité, pérennité, efficacité, excellence technique et scientifique, intégration régionale... Jour après jour, nous construisons un modèle REDD+ innovant qui capitalise sur ces principes structurants en leur donnant corps dans le contexte spécifique de la République Démocratique du Congo.*

*Depuis deux ans, les développements en République Démocratique du Congo sur le front de REDD+ ont été colossaux. Nous redoublons encore d'efforts. A travers cette brochure, nous avons souhaité partager les dynamiques en cours et notre vision pour inventer REDD+. Parallèlement à un processus de préparation déjà sur les rails, la République Démocratique du Congo est prête à s'engager dans la phase d'investissement. Nous mobilisons notamment tous les Ministères sur des programmes nationaux sectoriels et habilitants pour REDD+, sur un registre national des financements et activités REDD+, sur un fonds national REDD+ indépendant pour structurer et coordonner les financements internationaux. La sélection du pays par le Programme d'Investissement Forestier est un premier pas. Nous devons aller plus loin. Ensemble, construisons en République Démocratique du Congo la voie de l'excellence et de la performance REDD+ qui éclairera les stratégies de développement et de lutte contre le changement climatique dans de nombreuses régions du monde.»*



**UN-REDD**  
PROGRAMME

